

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **26682 C**

Inscrit le 8 mars 2010

Audience publique du 15 juin 2010

**Appel interjeté par
la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg
contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 21 janvier
2010 (n° 24492 du rôle) dans une affaire ayant opposé la société à
responsabilité limitée ... Sàrl, ..., à trois bulletins de cotisation émis
par la Chambre de commerce
en matière de cotisations professionnelles**

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 26682C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 8 mars 2010 par Maître Patrick KINSCH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom et pour compte de la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg, établie à L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi, dirigée contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 21 janvier 2010, dans la mesure où ledit tribunal a annulé sur recours de la société à responsabilité limitée ... Sàrl, établie et ayant son siège social à ..., représentée par ses gérants en fonctions, les bulletins de cotisation émis à son encontre par la Chambre de commerce en dates des 7 juillet 2006 et 5 juillet 2007 au titre des cotisations dues pour les années 2006 et 2007 ;

Vu l'exploit de signification de l'huissier de justice Frank SCHAAL, demeurant à Luxembourg, du 15 mars 2010, portant signification de cette requête à la société à responsabilité limitée ... Sàrl, préqualifiée ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 26 mars 2010 par Maître Jean-Pierre WINANDY, avocat à la Cour, inscrit au tableau

de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société à responsabilité limitée ... Sàrl ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 26 avril 2010 en nom et pour compte de la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 11 mai 2010 au nom de la société à responsabilité limitée ... Sàrl ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport et Maître Patrick KINSCH et Maître Jean-Pierre WINANDY en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 1^{er} juin 2010.

Le 5 juillet 2005, la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommée la « Chambre de commerce », émit à l'égard de la société à responsabilité limitée ... Sàrl, ci-après dénommée la « société ... », un bulletin de cotisation portant sur l'année 2005 d'un montant de 70 €, ledit bulletin portant encore rappel de la cotisation antérieure pour l'année 2003 d'un montant de 125.054,14 €.

Le 7 juillet 2006, la Chambre de commerce émit à l'égard de la société ... un bulletin de cotisation pour l'année 2006 d'un montant de 70 €.

Le 5 juillet 2007, elle émit encore à l'égard de la société ... un bulletin de cotisation rectificatif pour l'année 2006 d'un montant de 9.744,65 €, ainsi qu'un bulletin de cotisation pour l'année 2007 d'un montant de 70 €, ce deuxième bulletin portant également rappel de la cotisation antérieure pour l'année 2006 à hauteur d'un montant de 9.674,65 €.

Le 10 juin 2008, la société ... saisit le tribunal administratif d'un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation des bulletins de cotisation émis par la Chambre de commerce au sujet des années 2005, 2006 et 2007.

Par jugement du 21 janvier 2010, le tribunal administratif se déclara incompétent pour connaître du recours en réformation ; déclara le recours en annulation irrecevable dans la mesure où il était dirigé contre le bulletin de cotisation du 5 juillet 2005 ; le déclara recevable et fondé pour le surplus, partant annula les bulletins de cotisation émis par la Chambre de commerce en dates des 7 juillet 2006 et 5 juillet 2007 à l'égard de la société ... et fit masse des frais et

condamna tant la Chambre de commerce que la partie demanderesse à en payer la moitié.

Le 8 mars 2010, la Chambre de commerce a interjeté appel contre ledit jugement du 21 janvier 2010 dans la mesure où le tribunal administratif a déclaré recevable et a annulé les bulletins de cotisation émis par elle les 7 juillet 2006 et 5 juillet 2007 à l'égard de la société ... et où il a condamné la Chambre de commerce à payer la moitié des frais.

La Chambre de commerce insiste en premier lieu sur ce que le recours introductif de la première instance visait un « *bulletin de cotisation de la Chambre de commerce du 13 mars 2008 relatif à l'année 2006* » et un « *bulletin de cotisation de la Chambre de commerce du 13 mars 2008 relatif à l'année 2007* », c'est-à-dire que dans la logique de la partie demanderesse, les bulletins du 13 mars 2008 devraient être considérés comme des « premiers » bulletins de cotisation pour 2006 et pour 2007 et que le tribunal aurait à tort redressé une prétendue erreur matérielle et retenu que le recours visait en fait les bulletins de cotisations des 7 juillet 2006 et 5 juillet 2007.

Quant au délai pour agir, il est reproché aux premiers juges d'avoir retenu qu'il ne ressortait d'aucune pièce et d'aucun élément du dossier à quelles dates les bulletins de cotisation avaient été notifiés à la partie demanderesse et de ne pas avoir pris en considération la date du 13 mars 2008, c'est-à-dire la date de rappel des bulletins attaqués, pour calculer le délai légal de trois mois pour l'introduction d'un recours administratif.

La Chambre de commerce fait ensuite valoir que pour contrôler la légalité des bulletins litigieux, le tribunal aurait « *de manière paradoxale* » fait application de l'état de l'ordre juridique en 2006 et en 2007, alors que ces bulletins auraient été émis le 13 mars 2008.

Selon la partie appelante, pour le cas où la Cour devait arriver à la conclusion que le bulletin du 7 juillet 2006 et le bulletin du 5 juillet 2007 « *ont été notifiés peu de temps après leur émission à l'intimée (ce qui est hautement vraisemblable)* », elle devrait déclarer le recours de l'intimée irrecevable pour non-respect des délais contentieux. Admettant ne pas disposer de la preuve positive de la notification de ces bulletins, elle soutient encore qu'il serait « *absolument inconcevable qu'un bulletin réellement notifié le 7 juillet 2006 ou 5 juillet 2007 n'arrive à destination qu'en 2008* ».

Si cependant la Cour devait arriver à la conclusion que les bulletins de rappel du 13 mars 2008 « *apparaissent – comme il est prétendu par l'intimée – comme la première notification des bulletins de cotisation pour l'année 2006 et pour l'année 2007* », alors le raisonnement du tribunal administratif sur le fond serait erroné, au motif qu'il n'y aurait aucune rétroactivité à appliquer le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'affiliation à la Chambre

de commerce, au mode et à la procédure d'établissement du rôle des cotisations de la Chambre de commerce et fixant la procédure de perception des cotisations de la Chambre de commerce aux cotisations dues au titre des années 2006 et 2007, à la condition - vérifiée dans ce cas de figure, selon la partie appelante - que les bulletins de cotisation n'interviennent qu'après l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal.

La société ... soutient que faute de preuve de la notification effective des bulletins litigieux, aucun délai n'aurait commencé à courir.

Au fond, elle estime qu'il y aurait rupture du principe d'égalité si la Chambre de commerce était suivie en ce qu'elle entend voir appliquer les nouvelles règles introduites à la fin de 2007 à tous les bulletins émis après l'entrée en vigueur du règlement précité du 21 décembre 2007 et ceci même si elles concernent les années antérieures, estimant en substance qu'il y aurait lieu d'appliquer aux cotisations des années 2006 et 2007 les règles applicables à l'époque.

Se plaçant ensuite dans le « système » préconisé par la Chambre de commerce, elle soulève l'illégalité du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007, au motif qu'il aurait été pris en urgence et partant sans avis préalable du Conseil d'Etat, alors que le cas d'urgence n'aurait point été vérifié.

Or, dès lors que ledit règlement grand-ducal serait partant à considérer comme nul, la conséquence serait que « *la jurisprudence prise à l'égard des bulletins de cotisations afférents aux années 2007 et antérieures doit toujours être considérée comme applicable (même en 2008 et 2009)* ».

La société ... fait encore valoir que le règlement de cotisation adopté par la Chambre de commerce le 31 janvier 2008 ne saurait pas non plus trouver une application rétroactive. Or, le raisonnement de la Chambre de commerce impliquerait pareille application rétroactive inadmissible.

Selon la société ..., il serait clair qu'il y aurait lieu à voir appliquer pour ce qui concerne les deux bulletins litigieux, la « *législation ou la réglementation applicables avant la prise d'effet du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007* » et de suivre les enseignements jurisprudentiels d'ores et déjà consacrés.

Elle soulève encore l'illégalité de la fixation des cotisations telle qu'opérée par le règlement de cotisation adopté en janvier 2008 au motif que la Chambre de commerce ne serait pas compétente pour prendre des actes réglementaires.

En termes de réplique, la Chambre de commerce expose que suite à des recherches supplémentaires, il se serait révélé que le 20 juillet 2006, l'intégralité du montant dû au titre de la cotisation originaire pour 2006 (70.-€) aurait été payée, sans réserves, par l'intimée, le virement précisant « *cotisation minimum 2006 (2000 2412 374)* », c'est-à-dire la référence précisément mentionnée sur le bulletin

litigieux. Il serait donc clair que la société ... aurait bien reçu notification du bulletin émis au mois de juillet 2006. D'un autre côté, ce paiement vaudrait par ailleurs acquiescement au bulletin de cotisation.

Par ailleurs, concernant le bulletin de cotisation originaire du 7 juillet 2007, il aurait été payé par l'intimée le 21 décembre 2009 avec la mention « *cotisation minimum 2007 20002412374* », de sorte qu'il y aurait encore de ce fait acquiescement audit bulletin.

Il est par ailleurs précisé que la société ... n'aurait pas payé le montant additionnel de cotisation au titre de l'année 2006, tel qu'il résulte du bulletin de cotisation redressé pour 2006, notifié le 5 juillet 2007, et dont l'intimée conteste la réception.

Ensuite, la Chambre de commerce conteste énergiquement les moyens d'illégalité tablant sur une prétendue rupture du principe d'égalité, la prétendue illégalité du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 ou encore des prétendues « *non-applicabilité* » ou illégalité du règlement de cotisation du 31 janvier 2008.

Dans sa duplique, concernant la recevabilité *ratione temporis* de son recours, la société ... soutient que le fait d'un paiement n'impliquerait pas nécessairement la réception d'un bulletin de cotisation. Selon elle d'autres explications pourraient expliquer un paiement : « *Peut-être la demanderesse a-t-elle téléphoné à la ChdeCo pour connaître le montant dû ? Peut-être aussi le réviseur de la Société par une « audit letter » a-t-il demandé à la ChdeCo le montant des cotisations impayés ?* ».

Elle estime aussi qu'en payant spontanément le montant de la cotisation due, il n'y aurait pas eu acquiescement au bulletin, le paiement n'étant pas librement consenti, mais fait sous la « *menace d'application des moyens contraignants utilisés par l'administration des contributions (donc émission d'une contrainte suivie de saisie, etc.), voir règlement de cotisation* ».

L'appel de la Chambre de commerce est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

L'argumentaire développé par le Chambre de commerce appelle la Cour à clarifier de prime abord l'objet exact du recours introductif de la première instance de la société

S'il est vrai que dans la requête introductive de la première instance, il est question, pour l'année 2006, d'un bulletin de cotisation du 13 mars 2008 et, pour l'année 2007, d'un rappel de cotisation repris sur un bulletin du 13 mars 2008, il n'en reste pas moins qu'en sollicitant, d'après le dispositif de ladite requête, l'annulation des bulletins de cotisation pour les années 2006 et 2007, la société ...

ne visait et ne pouvait viser autre chose que les bulletins originaires émis les 7 juillet 2006 et 5 juillet 2007 – dont elle conteste avoir reçu notification à l'époque –, tels qu'ils ont été portés à sa connaissance à travers les bulletins du 13 mars 2008, ces derniers ne constituant que de simples rappels des bulletins originaires.

D'ailleurs, même s'il y avait lieu de suivre la thèse de la partie appelante en ce qu'elle impute à la société ... un raisonnement tablant sur la prémisse que les bulletins du 13 mars 2008 constituent des bulletins de fixation originaires des cotisations pour les années 2006 et 2007, voire si la demanderesse initiale était formelle à voir considérer les bulletins du 13 mars 2008 comme pareils bulletins originaires, *quod non*, la Cour ne pourrait en tout état de cause pas entériner pareil raisonnement et considérer comme « bulletins originaires » - cadrant en fait et en droit l'analyse à faire en présence d'un recours en annulation dirigé à son encontre - ce qui ne sont en réalité que de simples rappels de bulletins originaires émis respectivement en juillet 2006 et en juillet 2007.

Ceci étant précisé, concernant la recevabilité du recours en annulation, soumis au tribunal administratif le 10 juin 2008, en ce qu'il est dirigé contre le bulletin de cotisation émis par la Chambre de commerce en date du 7 juillet 2006 à l'égard de la société ..., force est de constater que le paiement opéré par la société ... en date du 20 juillet 2006 du montant de la cotisation fixée, fait dont il a été fait mention pour la première fois en instance d'appel, est de nature à créer une forte apparence de la réalité de la notification du bulletin afférent, apparence qui n'est point ébranlée par les simples considérations hypothétiques, d'ailleurs guère réalistes, que l'actuelle intimée se borne à faire valoir à cette fin, de sorte qu'il y a lieu de constater que le recours contentieux introduit par la société ... contre le bulletin de cotisation en question, pratiquement deux années après en avoir eu connaissance, a été introduit en dehors du délai légal pour agir, qui est en l'occurrence de trois mois, et le jugement entrepris est à réformer en ce sens.

Si le paiement de la cotisation minimum pour l'année 2007, effectué par la société ... le 21 décembre 2009, c'est-à-dire après la saisine, en date du 10 juin 2008, du tribunal administratif du recours contentieux visant notamment le bulletin de cotisation afférent, reste sans incidence quant à la recevabilité du recours, étant donné que la recevabilité s'apprécie au moment de l'introduction du recours, il n'en reste pas moins que pareil paiement volontaire et spontané - aucun rappel ou autre demande de paiement émanant de la Chambre de commerce n'étant allégué, ni *a fortiori* établi en cause - et sans la moindre réserve, suite à l'introduction de la voie de droit légalement ouverte, doit être analysé comme constituant une renonciation tacite par la demanderesse initiale à ses contestations et son recours doit partant être considéré comme ayant perdu son objet en ce qu'il vise le bulletin de cotisation pour l'année 2007, le jugement entrepris étant encore à réformer en ce sens.

Concernant le bulletin de cotisation rectificatif pour l'année 2006 émis par la Chambre de commerce le 5 juillet 2007, encore visé par le recours en annulation de la société ..., c'est à juste titre que les premiers juges ont retenu, qu'en l'absence du

moindre élément de preuve relatif à la notification ou à la date de prise de connaissance dudit bulletin, il est recevable au regard du délai à agir.

Quant au fond, comme il a déjà été indiqué ci-avant, le cadre juridique auquel le juge doit avoir égard lorsqu'il est saisi d'un recours en annulation dirigé contre un bulletin de cotisation de la Chambre de commerce est celui applicable au moment où le bulletin a été émis, en l'occurrence le 5 juillet 2007, et comme d'éventuels bulletins de rappel ultérieurs ne sont pas de nature à modifier ce cadre légal applicable pour l'appréciation de sa légalité, c'est à tort que la partie appelante reproche aux premiers juges de s'être prononcé par rapport à l'état de l'ordre juridique ayant existé au mois de juillet 2007 et tous moyens et considérations ayant trait au règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 ou au règlement de cotisation de la Chambre de commerce adopté en 2008, c'est-à-dire des actes réglementaires non encore en vigueur au moment de l'émission du bulletin querellé, sont à écarter pour manquer de pertinence.

Les premiers juges ne sont pas non plus critiquables en ce qu'en l'espèce, ils ont encore fait application de la « *jurisprudence* ... », c'est-à-dire en ce qu'ils ont fait application des principes dégagés dans le cadre de l'arrêt de la Cour du 17 avril 2008 (n° 23755C du rôle) pour retenir - sur base de considérations auxquels la Cour renvoie et qu'elle entend faire siennes - un défaut de base légale suffisante à la base du bulletin de cotisation rectificatif pour l'année 2006 émis par la Chambre de commerce le 5 juillet 2007 et partant conclure à son annulation.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties à l'instance;

reçoit l'appel en la forme;

au fond, le déclare partiellement fondé;

réformant, déclare le recours de la société ... en ce qu'il tend à l'annulation du bulletin de cotisation pour l'année 2006 émis par la Chambre de commerce le 7 juillet 2006 irrecevable *ratione temporis*;

réformant, constate que le recours est devenu sans objet en ce qu'il tend à l'annulation du bulletin de cotisation pour l'année 2007 émis par la Chambre de commerce le 5 juillet 2007;

pour le surplus, déclare l'appel de la Chambre de commerce non justifié et en déboute;

partant confirme le jugement entrepris du 21 janvier 2010, notamment en ce qu'il a annulé le bulletin de cotisation rectificatif pour l'année 2006 émis par la Chambre de commerce le 5 juillet 2007 à l'égard de la société ...;

fait masse des dépens de l'instance d'appel et les impose pour moitié à la Chambre de commerce et pour moitié à la société

Ainsi délibéré et jugé par :

Henri CAMPILL, premier conseiller,
Serge SCHROEDER, conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le premier conseiller en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. CAMPILL